

Le lynchage médiatique subi par Me Michèle Ndocki suite à l'annonce de sa candidature à la présidence du MRC me donne l'occasion d'intervenir sur la question de la démocratie au sein des partis politiques camerounais.

Simplement pour avoir annoncé sa candidature, cette militante engagée de la scène politique camerounaise s'est vue accuser de tous les maux, notamment la (haute) trahison ou pire, la conspiration avec les forces du mal pour déstabiliser son parti et désacraliser son leader naturel. Dans la mémoire collective africaine, cela nous rappelle des pratiques qui étaient en vigueur à l'époque des « Pères-Fondateurs ». J'interroge donc la « République exemplaire » que nous appelons de tous nos vœux et qui nous impose désormais de prêcher par l'exemple.

Oui, il est bien beau de dénoncer la gérontocratie au Cameroun, mais il serait beaucoup mieux d'œuvrer pour rompre la chaîne de transmission intergénérationnelle qui risque de passer par nous. Je vais donc utiliser quelques critères de démocratie pour m'acquitter de cette tâche :

1. La participation et la représentation : Il s'agit ici d'évaluer la gestion inclusive dans les partis et chez nos leaders politiques et de la société civile. La question est de savoir si nos partis politiques couvrent l'ensemble du territoire national et si les différentes composantes sociales ou sociologiques y sont représentées. Le constat amer est que les partis de l'opposition au Cameroun se sont réduits au fil des années aux fiefs ethniques des leaders-présidents à vie.

Ce qui interpelle est que les uns et les autres instrumentalisent l'ethnie pour des besoins électoralistes. Je vais choisir de parler un peu du SDF pour ne pas choquer les fanatiques du MRC. On observe que depuis que le SDF a perdu son fief anglophone, le parti s'est affaibli. C'est la triste réalité. Parlons quand même un peu du MRC et de sa supposée représentation nationale. Prenons la région de l'Extrême-Nord. Quand on demande de citer un nom, on nous cite celui du premier vice-président. D'accord. Et après lui, qui d'autres ? Faites le même exercice dans toutes les autres régions et vous verrez de vous-mêmes le problème de représentativité qui se pose et qui facilite la tâche au régime en place dans le confinement de ce parti dans une étiquette identitaire. On peut être content ou pas, mais il y a un travail à faire à l'intérieur de ces partis si l'objectif est de gagner les élections démocratiques. On peut généraliser cette lecture à d'autres partis et le résultat sera presque le même.

2. La transparence et la reddition des comptes. Les partis politiques camerounais sont gérés dans l'opacité totale. Combien de journalistes ont déjà eu accès au bilan d'un parti politique ? Combien de partis tiennent des comptes ? Combien tiennent les réunions de leurs instances statutaires ? Combien déposent leurs bilans annuels conformément à la réglementation en vigueur ? Bref, les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale reçoivent des deniers publics dont ils ne rendent toujours pas compte de la gestion. Ils profitent du régime de tolérance en vigueur qui est en réalité un piège à eux tendu par le régime en place. Oui, parce qu'après avoir « détourné » les deniers publics, il peut être difficile de « lever la tête ».

3. La libre compétition. Il s'agit ici de la question d'alternance à la tête des partis politiques et autres organisations de la société civile. Rares sont les partis politiques qui ont déjà enregistrés une alternance au Cameroun avant le décès du président-fondateur. Vous ne pouvez pas vouloir chasser Paul Biya et autres PCA des entreprises publiques et être aussi hostiles à l'alternance ! Il est incompréhensible qu'une banale candidature de Me Ndocki devienne un événement national. C'est même à penser que les Camerounais ne sont pas prêts pour l'alternance tant souhait. Je lis des gens très respectables qui fouillent dans les textes du MRC pour justifier la possibilité offerte en 2018 à Maurice Kamto de se représenter à la présidence nationale du parti. Ces gens respectables deviennent myopes et ne voient pas que si les textes de base du parti ont été modifiés à cet effet en 2018, alors il ne s'agit ni plus ni moins que d'un cas de changement de la constitution du parti pour l'éternisation d'un individu à la présidence nationale. Ce serait donc un cas de régression démocratique comme on le déplore partout à travers l'Afrique à moins que l'on ne soit de ceux qui soutiennent qu'il existe des personnes indispensables.

4. Le programme gouvernemental. Il s'agit ici d'évaluer le projet de société des partis politiques. Lorsque vous le leur demandez, ils vous sortent le programme de leur dernière campagne électorale. Et lorsque vous leur demandez par exemple quel modèle économique proposent-ils par opposition à celui appliqué par Paul Biya, leur critique s'emballe. On vous tire sur le terrain de la corruption et du népotisme. On vous explique que le pays n'avance pas. Il n'y a pas d'eau, d'électricité, de route, etc. D'accord. A la question de savoir comment compte-t-on générer les ressources nécessaires pour fournir l'eau, l'électricité, les routes, les écoles, les hôpitaux, etc., on vous explique que ce sera en luttant contre la corruption. Vous comprenez que les partis politiques camerounais n'ont pas de programme de gouvernement. Ils ont des programmes de campagne électorale ou de propagande qui ont pour vocation à tromper l'électorat afin d'arriver au pouvoir. Dans les faits, l'essentiel des partis politiques se

réclament du libéralisme social comme le RDPC et ne proposent aucun modèle de société alternatif.

Bref, j'ai été interpelé par le lynchage de Me Ndocki. J'ai voulu montrer que nous sommes encore dans un environnement très hostile à la démocratie et au progrès. Le mot de passe aujourd'hui est de vous qualifier d'opposant de l'opposition pour peu que vous essayiez de faire une interpellation « ordinaire » de certains de nos leaders. Or, le bon remède est amer. Il n'y aura pas de victoire sur le régime Biya sans remise en question des leaders actuels. La reddition des comptes est une exigence élémentaire de la bonne gouvernance.

Finalement, le SDF, malgré ses turpitudes, restera le parti le plus démocratique du Cameroun. Depuis plus de 30 ans, c'est le seul parti qui tient régulièrement les réunions de ses instances statutaires et c'est encore le seul parti qui a déjà tiré les leçons du passé. Au moment où nous parlons, le parti se renouvelle depuis la base et cela aboutira à un renouvellement certain au sommet avec l'annonce par le Chairman de sa volonté de se retirer lors du congrès de 2023. On ne peut que souhaiter que cette mouvance se généralise dans les autres partis politiques et autres organisations de la société civile camerounaise.

Dr Louis Marie Kakdeu